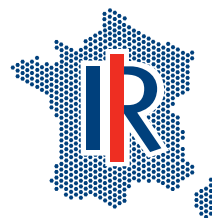


# CONVENTION SOVERAINETÉ ÉCONOMIQUE

JUIN 2021



CONVENTION  
des républicains

# SOMMAIRE

CONSTATS	7
RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE DE LA CONVENTION « SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE »	20
NOS PROPOSITIONS	22
Protéger nos secteurs stratégiques contre les menaces étrangères	23
Réarmer notre économie	31
Libérer nos entreprises	35



# Convention SOVERAINETÉ ÉCONOMIQUE

Juin 2021

La crise sanitaire et économique que nous connaissons depuis plus d'un an a mis en lumière une situation alarmante : la France dépend de l'étranger en ce qui concerne la disponibilité de masques, de médicaments, de tests, de vaccins, de matériel de réanimation. C'est la face immergée de l'iceberg : en réalité, nous subissons depuis plusieurs années un recul important de notre souveraineté économique.

Le constat est clair : nous enregistrons depuis 2019 le pire déficit commercial d'Europe (82,5 milliards d'euros en 2020) ; un endettement record qui nous rend dépendants des marchés financiers et du financement des puissances étrangères ; un déclin massif de notre industrie, qui représente seulement 10,2% de la valeur ajoutée de la France contre 20,6% en Allemagne. Certaines de nos entreprises françaises ont été vendues à la découpe (comme Alstom et Alcatel), et nos grands groupes sont aussi de moins en moins imposants sur le marché international : le poids des entreprises françaises cotées en bourse dans le monde est passé de 5% en 2007 à 2,8% en 2018. **Certains secteurs sont particulièrement impactés** : la crise sanitaire a mis en lumière notre retard considérable dans la production d'équipements de santé et dans la recherche pharmaceutique. Mais nous sommes aussi en train de perdre une partie de notre souveraineté alimentaire : en 2018, notre balance agricole a été déficitaire pour la première fois depuis 50 ans.

La notion de souveraineté économique est aujourd'hui un terme à la mode, martelé par la majorité présidentielle pour gommer ses échecs face à la crise du Covid-19. **Nous ne sommes pas dupes : c'est bien ce gouvernement qui contribue, dans l'héritage du quinquennat Hollande, à aggraver davantage notre situation de dépendance économique.** C'est par exemple le cas pour la politique énergétique menée par Emmanuel Macron, qui accroît notre dépendance énergétique au lieu de la réduire, en choisissant, avec la fermeture programmée de 14 réacteurs, de remplacer massivement le nucléaire par des énergies renouvelables. Cela provoquerait non seulement une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, mais également une perte de notre souveraineté énergétique au profit de l'Asie, où sont fabriqués près de 90% des équipements éoliens et photovoltaïques.

**Cette situation n'est cependant pas une fatalité**, d'autant que certains secteurs font encore notre renommée internationale et nous permettent de dégager des excédents commerciaux. C'est le cas du luxe, numéro 1 des exportations françaises. Notre savoir-faire en cosmétique, parfum, bijouterie, maroquinerie, objets d'art, nous permet de rayonner à l'étranger, tout en faisant vivre nos territoires, avec une forte sous-traitance des PME et d'ETI créatives et d'artisanat. Nous sommes aussi des acteurs incontournables dans le secteur des vins et spiritueux, avec des exportations records. Une bouteille de vin sur 5 exportée aux Etats-Unis est Française. Notre secteur aéronautique et spatial, avec des fleurons comme Airbus et Thalès, dégage le premier excédent commercial du pays (31 milliards d'euros en 2019), et est un accélérateur de croissance pour la France : un euro de valeur ajoutée générée par la

branche aéronautique se traduirait par 3,60 euros de valeur ajoutée générée dans le reste de l'économie. Le tourisme est enfin un instrument indispensable pour restaurer notre souveraineté économique et assoir nos capacités d'exportation : cela tombe bien, la France est la première destination touristique mondiale (avant la crise du Covid-19). Paris est aussi la première destination des congrès internationaux.

En soutenant et en valorisant ces secteurs qui exportent, **c'est notre capacité à développer notre influence économique dans le monde que nous encourageons.**

**Dans sa tradition gaulliste**, notre famille politique a toujours défendu la souveraineté économique de la France, comme condition de sa prospérité et de son rayonnement. Nous restons fidèles à la vision du général de Gaulle : **« sans indépendance économique, il n'y a plus d'indépendance tout court »**. Nous voulons donc porter des propositions ambitieuses pour retrouver notre souveraineté économique, autour de trois grands objectifs.

**Protéger nos secteurs stratégiques contre les menaces étrangères**, en renforçant le contrôle des investissements étrangers qui menacent nos entreprises stratégiques, avec la création d'un comité pour l'investissement étranger chargé d'examiner tout projet de fusion, d'acquisition ou de reprise pouvant mener au contrôle d'une entreprise nationale par une entité étrangère. Au niveau européen, nous voulons assumer notre préférence européenne en soutenant nos champions européens, et empêcher l'importation en Europe de produits qui ne respectent pas nos règles de production, notamment pour les produits agricoles. La protection nécessaire pour nos secteurs stratégiques passera aussi par un doublement du budget de la cybersécurité en France, pour pouvoir défendre nos acteurs économiques face aux nouvelles menaces.

**Mais protéger ne suffit pas, il faut réarmer notre économie.** Cela passe par la création d'un fonds souverain français pour mobiliser notre épargne et l'orienter vers nos secteurs stratégiques. Cela passe aussi par la mise en place d'un crédit d'impôt pour inciter nos entreprises françaises à se relocaliser sur notre territoire et par un effort accru pour réorienter notre recherche publique vers les secteurs industriels de pointe, la santé et la génétique végétale. Nous ne pouvons plus rater le train de l'innovation.

Enfin, **notre troisième objectif est de libérer nos entreprises**, soumises aujourd'hui à un carcan administratif et fiscal qui les empêche d'être compétitives. Nos engagements sont fermes : baisser de 25 milliards d'euros les charges patronales et supprimer la fiscalité de transmission des entreprises familiales, autoriser les entreprises à fixer elles-mêmes, par un référendum interne, le temps de travail qu'elles appliqueront, et simplifier drastiquement notre Code du Travail.

Seules une politique globale et une volonté politique forte pourront enrayer la perte de souveraineté de la France et nous permettre de rattraper notre retard en termes d'innovation et de recherche. Pour cela, il est nécessaire de fixer des priorités stratégiques en matière de souveraineté économique : l'énergie, l'alimentation, la recherche, la santé, la libération de nos entreprises, notamment nos PME, pour qu'elles puissent faire jouer à plein leur capacité d'innovation et leur savoir-faire et utiliser les bons leviers tant au niveau national qu'au niveau européen.

C'est l'objectif que nous nous sommes fixé.

**Christian Jacob**  
Président des Républicains

## QU'EST-CE QUE LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ?

La notion de « souveraineté économique » est revenue au centre des débats depuis la crise extrêmement brutale du Covid-19. Loin des incantations de la majorité présidentielle, nous avons choisi d'en retenir une définition complète proposée par l'économiste Christian Saint-Etienne : « *Définissons la souveraineté comme la capacité d'être maître chez soi, de résister aux attaques extérieures et aux tentatives de déstabilisation internes, et de choisir avec qui coopérer sur une base de respect mutuel. La souveraineté suppose l'indépendance politique et militaire et la capacité à assurer la prospérité économique de sa population en toutes circonstances. La souveraineté économique est donc un attribut clé d'un État politiquement indépendant.* »





# CONSTATS

## La perte de compétitivité de la France

**Le pire déficit commercial d'Europe :** la France enregistre un déficit structurel durable de son commerce extérieur depuis 2003. Depuis 2019, nous avons le triste record du pire déficit commercial d'Europe : 58,9 milliards d'euros en 2019 avant la crise économique, puis 82,5 milliards d'euros en 2020. Au niveau mondial, la part de la France dans le total des exportations est passée de 5% en l'an 2000 à 3% en 2019 (contre 7,9% pour l'Allemagne). En 2020, les exportations françaises de biens et services se sont contractées plus fortement que celles de l'ensemble de la zone euro (-19,3% contre -13,2%). Au cours de la prochaine décennie, la France devra lutter pour se maintenir parmi les dix premiers pays exportateurs mondiaux.

**Un endettement record qui rend la France dépendante des marchés financiers et des puissances étrangères :** aujourd'hui, la France représente moins de 1% de la population, un peu moins de 5% de la richesse mondiale, mais 10% de la dépense sociale dans le monde. Pour financer cette dépense sociale, la dette publique a explosé, passant de 20% du PIB en 1978 à 100% en 2019. 51% de notre dette négociable est détenue par des étrangers (Agence France Trésor), soit environ 1034 milliards d'euros. La dette française est parmi les plus internationalisées. En comparaison, la dette japonaise est très élevée (plus de 200% du PIB du Japon) mais seulement 10% est détenue à l'étranger, et la dette américaine est détenue par des étrangers à seulement 30%. Le gouvernement ne communique jamais clairement sur l'identité des créanciers de la France ; selon les informations qui filtrent au compte-goutte dans la presse économique, le Japon détiendrait traditionnellement de la dette française tandis que la Chine y souscrirait de plus en plus (de l'ordre de 250 à 300 milliards d'euros dans les caisses de la banque centrale chinoise).

**Notre industrie ne cesse de décliner :** l'emploi industriel a connu une véritable saignée depuis une vingtaine d'années : il est passé de 4 millions d'emplois en l'an 2000 à 3,5 millions en 2008 et à 2,8 millions seulement en 2017 (INSEE). L'industrie représente seulement 10,2% de la valeur ajoutée de la France contre 20,6% en Allemagne. Ce déclin a des conséquences directes sur nos territoires : dans les Hauts-de-France, le secteur industriel a perdu plus d'un quart de ses effectifs en 10 ans.



**Nos entreprises françaises sont vendues à la découpe :** en assumant ses jeux financiers, Emmanuel Macron a abandonné plusieurs de nos entreprises stratégiques à des puissances étrangères : *Alstom* est devenu américain, *Alcatel* déploiera désormais la 5G sous les couleurs du finlandais *Nokia* (nous privant ainsi d'une entreprise française qui réalisait en 2019 80% du trafic de l'Internet mondial). **De multiples PME ou ETI françaises sont aussi rachetées par des investisseurs étrangers** comme Lanvin par le chinois Fosun en 2018.

**La mainmise des investisseurs étrangers sur nos principales firmes (que nous pensons encore 100% françaises) progresse elle aussi :** *Total* est contrôlée à 87% par des actionnaires institutionnels dont seulement 17% sont français (35 % sont des investisseurs américains dont Black Rock et 3% au Qatar) ; *Danone* est possédée à 77% par des investisseurs institutionnels dont 46 % sont américains et seulement 20% français. En vendant les actions de l'Etat de certains fleurons français, Emmanuel Macron ouvre aussi la porte à d'autres rachats étrangers futurs : c'est le cas avec son projet de scission d'*EDF* mais aussi avec la privatisation d'*Aéroports de Paris* (repoussé en 2022 avec la crise, mais que le Président de la République soutient toujours fermement).

Le gouvernement s'est récemment félicité d'avoir contrôlé en 2020 275 investissements étrangers, contre 216 en 2019, une augmentation due à l'élargissement du champ du contrôle de ces opérations (élargissement aux biotechnologies et baisse du déclenchement du contrôle de 25% à 10% pour les investisseurs hors UE). Il a en revanche refusé de fournir des chiffres sur le nombre de contrôles qui ont abouti à une interdiction ou à une autorisation conditionnelle, ce qui ne nous permet pas de juger de l'efficacité de ces mesures

**La baisse du poids de nos grands groupes français à l'international :** outre le déficit structurel de nos échanges commerciaux, le poids des grandes entreprises françaises dans le monde a aussi décliné. Le poids des grands groupes français dans la valeur de l'ensemble des entreprises cotées en bourse à travers le monde atteignait 5% en 2007 ; dix ans après, cette part est tombée à 2,8%. Dans le classement des plus grandes entreprises mondiales cotées en bourse, selon leur chiffre d'affaires, la première entreprise française n'arrive qu'à la 25<sup>e</sup> place (*Total*), et nous ne comptons plus que 31 entreprises classées (sur 500). En comparaison, l'entreprise allemande *Volkswagen* est classée 7<sup>e</sup>.

**La problématique de l'extraterritorialité du droit américain et la guerre économique que nous subissons :** depuis des années, les Etats-Unis multiplient les lois à portée extraterritoriale, permettant à leurs autorités judiciaires de poursuivre et de condamner les pratiques commerciales d'entreprises et d'individus du monde entier. Avec le *Foreign Corrupt Practices Act*, nos entreprises françaises et européennes subissent ainsi régulièrement des amendes financières de la justice américaine, au seul motif qu'elles contreviennent au droit américain (et notamment parce qu'elles effectuent des transactions en dollars ou qu'elles réalisent des opérations informatiques transitant par des serveurs hébergés aux Etats-Unis). La *BNP Paribas* a par exemple été définitivement condamnée en 2015 à verser à la justice américaine la somme record de 8,9 milliards de dollars, au motif qu'elle avait contourné des blocus unilatéralement décrétés par les Etats-Unis à l'encontre du Soudan, de l'Iran et de Cuba. Pour de nombreux experts économiques, c'est aussi sous la pression américaine qu'en 2015, *Alstom* a cédé sa division énergie à *General Electric*, avec la mise en examen par les Etats-Unis de cadres supérieurs d'*Alstom* et la menace d'une amende désastreuse pour ses finances. En vingt ans, plusieurs dizaines de milliards de dollars d'amendes ont été réclamées à des entités étrangères alors même qu'aucune de leurs pratiques n'avait de lien direct avec le territoire des Etats-Unis (rapport parlementaire de juin 2019). Une note de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSi) d'avril 2018 a clairement dénoncé des « *ingérences économiques américaines en France* ».

## COMMENT EXPLIQUER LA PERTE DE COMPÉTITIVITÉ DE LA FRANCE ?

**Le record européen d'imposition des entreprises :** selon la Banque mondiale, les entreprises françaises ont un taux moyen d'imposition total (charges sociales, impôt sur les sociétés, impôts de production) de 60,7% des bénéfices commerciaux (20 points de plus que la moyenne européenne, deux fois plus que le Royaume-Uni). L'imposition totale des entreprises a même augmenté en France en 2019 (+ 0,3 point) alors qu'elle baissait chez nos voisins (- 0,6 point pour la moyenne européenne). Les prélèvements obligatoires pesant sur l'industrie française atteignent 28% de la valeur ajoutée contre 17% en Allemagne (2018, COE-Rexecode). C'est un handicap massif pour la France, qui plombe notre production industrielle. Le total des prélèvements obligatoires pesant sur l'industrie représente deux fois le résultat d'exploitation en France, contre 80% en Allemagne.

**La France est le pays de l'OCDE où la quantité moyenne de travail par habitant est la plus faible** (moyenne de 630 heures par habitant et par an contre 722 en Allemagne), en raison du chômage de masse, des 35 heures et de l'âge de départ à la retraite.

**Un carcan administratif très contraignant pour les entreprises qui ne leur permet pas d'être compétitives.** Le manque de lisibilité et de stabilité des normes et de la fiscalité tend à les pénaliser à la fois dans leur dimension commerciale voire exportatrice et dans leur vie quotidienne. Le droit du travail est inadapté aux besoins des entreprises : notre Code du travail nuit à l'efficacité du fonctionnement des entreprises par sa complexité. Il compte quelque 3300 pages (tandis que le droit du travail suisse en compte par exemple à peine 200).

# Des secteurs particulièrement impactés par l'absence de souveraineté économique de la France

**La politique énergétique du gouvernement accroît notre dépendance énergétique au lieu de la réduire.** En choisissant de fermer quatorze centrales nucléaires afin de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% en 2035 (au lieu de 76% aujourd'hui), de développer massivement les énergies renouvelables (ENR), notamment l'éolien terrestre (doublement du parc éolien français d'ici fin 2028 et multiplication des subventions publiques) et d'investir sur le « tout électrique », le gouvernement handicape considérablement la souveraineté énergétique de la France.

Il est primordial de maintenir la puissance nucléaire française, deuxième parc mondial et filière d'excellence de 220 000 emplois, non délocalisables, répartis dans plus de 2 600 entreprises (dont une part très importante de PME et ETI), avec des emplois deux fois plus qualifiés que la moyenne de l'industrie française.

Electrifier totalement le parc automobile français et développer à outrance les ENR nous obligera à dépendre massivement de la Chine, qui domine largement le marché mondial des terres rares et représente plus de 65% de la production mondiale de batteries. Pour une éolienne produisant un mégawatt, il faut par exemple deux cents kilogrammes de terres rares, pour une éolienne produisant dix mégawatts, une tonne de terres rares. Pour les batteries de véhicules électriques et le stockage de l'énergie, l'Union européenne aurait besoin de 18 fois plus de lithium et de 5 fois plus de cobalt en 2030.

Nous avons aujourd'hui un double défi à relever : premièrement, refuser la fermeture des centrales nucléaires prévue par le gouvernement, prolonger la durée de vie des réacteurs et engager la construction de nouvelles centrales de deuxième génération. Nous devons ensuite réussir à récupérer les matériaux critiques indispensables pour les voitures électriques, les panneaux photovoltaïques, les téléphones et les ordinateurs portables. Notre indépendance industrielle dépendra des matières premières stratégiques que nous parviendrons à sécuriser : à défaut de pouvoir rouvrir des mines sur le territoire français, la récupération des matériaux critiques contenus dans les produits déjà fabriqués est une absolue nécessité. Or aujourd'hui, seulement 1% de ces terres rares sont recyclées en France. Notre filière d'extraction chimique est aujourd'hui

limitée à quelques PME qui récupèrent indium, chrome, zinc, nickel ou autres métaux rares grâce aux cartes électroniques, aux piles et batteries. C'est un secteur entier que nous devons soutenir, pour réduire la vulnérabilité de la France quant à ses approvisionnements en matières premières stratégiques, tout en réduisant le niveau d'intensité carbone des produits fabriqués.

**La France est devenue un pays déficitaire en matière agricole.** Alors que nous étions le 3<sup>e</sup> principal exportateur mondial en 2005, nous occupons en 2019 le 6<sup>e</sup> rang avec environ 4,5% de parts de marché. Avec une perte de près de 2 points de parts de marché en 10 ans, la France affiche le plus fort recul mondial. En 2018, notre balance agricole a été déficitaire pour la première fois depuis 50 ans. L'agriculture et l'alimentation représentent 5,5% de l'emploi total en 2019, contre 12% en 1980 et 30% en 1955. Le nombre d'exploitations agricoles est passé de 2,3 millions en 1955 à 448 500 en 2019. La surface agricole dédiée à l'agriculture a chuté de 17% depuis 1961, soit près de 60 000 km<sup>2</sup> en moins.

Ce recul s'explique par plusieurs raisons : le niveau des charges, largement plus élevé en France que dans le reste des pays européens, notamment le coût du travail (respectivement supérieur de 1,7 fois par rapport à l'Espagne et 1,5 fois par rapport à l'Allemagne). Par ailleurs, la montée en gamme excessive des produits français entraîne des coûts de production très élevés (en hausse de 4 à 7% entre 2016 et 2019), qui se répercutent sur leurs capacités de pénétration des marchés internationaux. Parallèlement, les anciens clients de l'agriculture française se sont mis à développer leur propre production, à moindre coût et avec des normes moins exigeantes que celles transposées en France.

A chaque contrainte supplémentaire imposée aux seuls producteurs français succède une vague d'importation de produits étrangers : les Français consomment aujourd'hui plus d'un jour et demi par semaine des produits uniquement importés de l'étranger (notamment 50% des légumes, 60% de fruits, 50% de poulet). Un quart de ces importations ne respecte pas les normes requises en France. Si rien n'est fait, cette tendance s'accroîtra au détriment de la sécurité sanitaire et de notre souveraineté alimentaire. C'est pourquoi il est indispensable d'interdire en France les produits qui ne respectent pas les mêmes normes que nous et d'appliquer les mêmes normes dans tous les pays membres de l'Union européenne.

Rebâtir notre souveraineté alimentaire signifie qu'il faut renforcer la compétitivité de l'agriculture française, en lui donnant la possibilité de produire toutes les gammes de produits pour répondre aux attentes de tous les consommateurs. En effet, si la montée en gamme des produits et de l'agriculture biologique est une bonne chose, seulement 30 à 40% des Français en profitent, et nous devons veiller à conserver toute la diversité de l'agriculture française afin de ne pas obliger les consommateurs moins fortunés à se rabattre sur des produits importés *low cost*, dont au moins un quart, aujourd'hui, ne respectent pas nos normes de production.

Rebâtir notre souveraineté alimentaire signifie aussi qu'il est nécessaire de relocaliser les filières tuées par les produits importés moins chers, tels que les fruits et légumes, mais sans renoncer à exporter des semences, des animaux reproducteurs, du fromage, du vin car le localisme et le repli commercial sont un leurre.

Il faut également protéger le secteur agricole des investissements étrangers et particulièrement nos vignobles français, qui subissent des rachats massifs par des investisseurs chinois depuis une dizaine d'années (notamment dans les châteaux bordelais). On estime désormais à 5% la surface des vignobles bordelais contrôlés par des investisseurs étrangers ; depuis 2010, plus d'un domaine de Bordeaux sur deux mis en vente est racheté par un investisseur étranger (Laurent Izard, *La France vendue à la découpe*).

**La crise sanitaire a illustré la perte de souveraineté de la France dans le domaine des équipements de santé et de la production de médicaments.** La France a subi un échec considérable en n'étant pas capable de proposer, dans les mêmes délais que ses concurrents, un vaccin contre le Covid-19. Nous sommes restés dans une position de spectateur : la Chine, la Russie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Suède ont tous développé un vaccin aujourd'hui approuvé dans de nombreux pays, et dont 240 millions de doses ont déjà été administrées à travers le monde (mars 2021).

Mais déjà en mars 2020, la France a connu une pénurie d'équipements de protection individuelle (EPI), au premier rang desquels les masques chirurgicaux et FFP2. Avec cette crise dans la crise, les Français ont fait immédiatement le constat amer d'un pays qui n'a pas suffisamment de stock et, pire, qui n'a pas la capacité industrielle pour répondre rapidement à ses propres besoins.

Depuis des années, nous perdons également progressivement le contrôle de nos grands laboratoires pharmaceutiques et des groupes internationaux comme Ramsay Health Care, Cerba ou Walgreen Boots Alliance s'approprient peu à peu nos cliniques privées, nos laboratoires d'analyses médicales ou notre logistique de distribution de médicaments. De plus, nos pépites du secteur de la santé comme ELA, AAA ou EOS Imaging sont de plus en plus nombreuses à être rachetées par des groupes multinationaux qui obéissent évidemment à une logique mondialisée d'implantation géographique. À l'arrivée, presque aucune entreprise ne produit en France les respirateurs artificiels, qui nous font cruellement défaut.

**La crise sanitaire a aussi mis en lumière les difficultés d'approvisionnement de la France en médicaments.** Selon l'Académie nationale de pharmacie, les problèmes d'indisponibilité de médicaments peuvent aujourd'hui être considérés comme « chroniques » : les pénuries de médicaments concernaient ainsi environ 400 médicaments par an avant 2016, puis 2400 médicaments en 2020. De nombreux médicaments d'intérêt vital sont concernés : anticancéreux, antibiotiques, anesthésiants, antiallergiques, vaccins dont le BCG pour les nourrissons. Aujourd'hui, 60% à 80% des matières actives à usage pharmaceutique sont fabriquées dans des pays tiers à l'Union européenne, principalement en Inde et en Chine, contre 20% il y a trente ans (Académie nationale de pharmacie). Avec des coûts de production moins élevés, les Chinois sont les premiers producteurs au monde des différents principes actifs intégrés dans les médicaments produits en Europe. En France et en Europe, on ne fabrique plus de paracétamol depuis 2008. En 10 ans, la France est passée de la première place de la production de médicament en Europe à la quatrième, derrière l'Italie.

**Le déclin de la recherche française :** parmi les 10 pays représentant la majeure partie de la production scientifique mondiale, la France est celui qui a subi le recul le plus marqué dans sa publication d'articles scientifiques, avec une baisse de 7,6% entre 2017 et 2018 (revue scientifique Nature, juin 2019).

- **Un déclin illustré par la crise du Covid-19 :** en plus de la faillite du vaccin de Sanofi, l'entreprise nantaise de biotech Valneva, faute de soutien du gouvernement français, fournira en 2022 en priorité le gouvernement britannique avec son vaccin. Les Britanniques ont offert un large soutien à Valneva dès qu'ils ont eu vent du projet de vaccin, et ont acheté près de 100 millions de doses.



- **Une recherche agricole en berne** : l'augmentation de la demande alimentaire mondiale due à l'accroissement démographique nous oblige à augmenter la productivité de notre agriculture, tout en préservant les ressources naturelles et en luttant contre le réchauffement climatique. Ces multiples défis ne pourront être relevés sans l'apport de la recherche et de l'innovation, tant dans les pratiques et le matériel agricoles, le numérique, que dans la recherche génétique pour augmenter la résilience des cultures à la maladie et à la sécheresse. Pourtant, en France, la recherche et l'innovation sont découragées voire censurées, alors qu'elle était un des leaders des essais en champs d'Organismes génétiquement modifiés (OGM) dans les années 90. Les législations anti-OGM et la diabolisation médiatique de ces techniques rendent la recherche sur ce sujet impossible (comme l'a illustré l'exil scientifique d'Emmanuelle Charpentier, chercheuse en génie génétique française qui a dû partir en Allemagne et en Suède pour développer ses travaux, aujourd'hui récompensés par un prix Nobel). Les restrictions contre les OGM sont d'autant plus absurdes que nous importons régulièrement de l'étranger des produits OGM (notamment du soja, du colza ou du coton en provenance des États-Unis et du Brésil) et que nos voisins européens ne se privent pas de ces nouvelles techniques (notamment l'Espagne qui cultive 96% du maïs génétiquement modifié). Nous pourrions rattraper notre retard en développant en France et en Europe les nouvelles techniques d'amélioration des plantes, les *new breeding technologies* (NBT) qui peuvent modifier le génome des plantes pour obtenir des variétés plus résistantes sans apport d'ADN étranger. La direction générale de l'agriculture de la Commission européenne aurait dû se prononcer en avril 2021 sur leur usage mais la Cour de Justice de l'Union européenne a déjà établi en juillet 2018 que les organismes issus de ces nouvelles technologies sont considérés comme des OGM, ce qui freinera considérablement le développement des NBT en Europe et, de facto, les interdira en France. Pourtant, nos concurrents sont lancés depuis bien longtemps dans cette course : 41% des brevets sur l'édition du génome sont chinois, 41% sont américains et seulement 8% sont européens.
- **Les cas de pillage du savoir-faire français dans la recherche sont nombreux**, notamment par l'espionnage industriel très agressif de la Chine. En témoignent plusieurs affaires dont la justice française a été saisie depuis 2018 concernant les pillages de brevets.

**Un manque d'ambition numérique qui entraîne une perte de compétitivité et une dépendance à d'autres puissances étrangères :** la France compte seulement 9 licornes (start-up non cotée valorisée plus d'un milliard de dollars, comme Blablacar, Mirakl, Dataiku, OVHcloud, Doctolib) sur un objectif de 25 licornes d'ici à 2025. Entre 2017 et 2019, la France a perdu deux places parmi les 100 pays analysés en fonction de leur attractivité pour les startups (étude StartupBlink).

Parce qu'elle n'investit pas assez dans les technologies émergentes, la France se retrouve trop souvent obligée de recourir à des infrastructures étrangères pour stocker ses propres données : plus de 80% des principales entreprises du CAC 40 en France utilisent les services cloud américains avec *Amazon Web Services*. Nos données de santé du Health Data Hub sont hébergées par l'américain *Microsoft*, depuis avril 2020 avec la bénédiction du gouvernement (qui a depuis promis de rétropédaler dans un délai de...2 ans). La gestion des données de la DGSI (et notamment pour la lutte contre le terrorisme) est assurée par l'entreprise américaine Palantir.

La dépendance technologique est pourtant une vraie arme que nous devons prendre au sérieux : du jour au lendemain, les logiciels, les systèmes d'exploitation, les processeurs et autres équipements informatiques d'une nation peuvent être suspendus par une autre. Les conditions d'utilisation de la plupart des services numériques que nous acceptons autorisent ces services à être interrompus pour des périodes indéfinies sans une quelconque compensation. D'ici à 2022, l'administration chinoise a annoncé vouloir supprimer tous ses logiciels étrangers, et ses forces armées travaillent à se doter de leur propre système d'exploitation pour remplacer Windows.

**La souveraineté de notre industrie de défense est mise à mal :** si la France reste aujourd'hui un des seuls pays européens à disposer d'un modèle d'armée complet et de l'arme nucléaire, l'armée française garde encore de nombreuses lacunes capacitaires, et les forces armées françaises sont sous-dimensionnées. Les exemples ne manquent pas : le rapport 2020 de la Cour des comptes rappelait que la France n'avait pas su prendre le virage des drones aériens à force de tergiverser et par manque de vision, ce qui a abouti à acheter des drones *Reaper* américains. Le transport stratégique militaire français pour les opérations extérieures (OPEX) des dix dernières années a été entièrement dépendant de nos alliés mais également de prestataires privés russes et ukrainiens. La France est aussi dépendante à 100% de l'étranger pour approvisionner les armes de ses policiers, gendarmes, et militaires, depuis la fermeture

en juin 2018 de l'usine *Manurhin* de Mulhouse (ensuite rachetée par un fonds d'investissement des Emirats-arabes-unis), qui étaient notre dernier fabricant français de munitions. Depuis septembre 2016, la direction générale de l'Armement a remplacé les fusils d'assaut *Famas* (produits à Saint-Etienne) par les *HK 416 F*, fabriqués en Allemagne. Pour doter la police et la gendarmerie en caméras piétons, le choix de Gérard Collomb, alors ministre de l'Intérieur, s'est arrêté sur l'offre du chinois *Hikvision*, société bannie de plusieurs marchés publics américains en raison de failles de cybersécurité repérées sur plusieurs produits. Pour les équiper en gilets pare-balles, le gouvernement a retenu l'offre *low cost* de l'irlandais *Cooneen Group*.

## Des secteurs qui font notre renommée internationale et doivent être soutenus

**Le luxe, numéro 1 des exportations françaises :** en 2020, la France a exporté 48 milliards d'euros de produits de luxe dans le monde (cosmétiques, parfum, bijouterie, maroquinerie, objets d'art), dont 24 milliards d'euros vers l'Europe, 13 milliards d'euros vers l'Asie, 8 milliards d'euros vers l'Amérique, 1,5 milliard d'euro vers le Moyen-Orient et 1 milliard d'euro vers l'Afrique. Le taux d'exportation des maisons de luxe est de 85 à 90%. Les principaux groupes de luxe cotés (LVMH, Kering, L'Oréal et Hermès) représentent 25% du CAC 40, ce qui démontre l'ampleur de l'avantage comparatif de la France dans le luxe et son savoir-faire dans l'exportation. Dans ce secteur, une forte part de la production se situe encore en France, et fait vivre les économies locales : les groupes ne veulent pas produire en Chine ou au Vietnam, pour ne pas souffrir de contrefaçons. Leur croissance profite à l'économie française : la seule partie export emploie aujourd'hui 130 000 hommes et femmes partout en France. Le secteur du luxe est aussi une pépinière de PME et d'ETI créatives et d'artisanat.

### **Vins et spiritueux : la France a réalisé des exportations records en 2019.**

Les exportations françaises de vins et spiritueux ont atteint un niveau exceptionnel en 2019, à 14 milliards d'euros (une hausse de 5,9% sur un an) générant un excédent commercial de 12,7 milliards d'euros. Les Etats-Unis ont acheté une bouteille de vin français sur cinq exportées en 2019, le Royaume-Uni 1 sur 8. Les ventes de champagne continuent notamment de progresser à l'étranger, plus en Europe que vers les destinations lointaines : pour la deuxième année consécutive, les Champenois ont expédié davantage de bouteilles hors de France que sur le marché national (48 %).

**Le secteur aéronautique et spatial dégage le premier excédent commercial du pays** (31 milliards d'euros en 2019) et représente 12% des exportations françaises de biens. L'effet d'entraînement de l'aéronautique sur l'économie française est conséquent : un euro de valeur ajoutée générée par la branche aéronautique se traduirait par 3,60 euros de valeur ajoutée générée dans le reste de l'économie (INSEE). *Airbus* est évidemment particulièrement important dans le tissu productif aéronautique, mais aussi *Thalès*, qui vient d'annoncer en 2021 une nouvelle extension territoriale (à Cholet), avec 350 emplois à la clé.

**L'industrie chimique française continue de s'exporter**, et sa balance commerciale était excédentaire en 2019 à 15 milliards d'euros. La chimie française a connu une croissance annuelle moyenne de sa production de 2,1% sur le période 2010-2018, trois fois plus soutenue que pour l'industrie en général (+0,6% en moyenne). Elle représente 3300 entreprises employant 220000 salariés avec une large majorité de PME. En plus de ses secteurs traditionnels (chimie minérale, chimie organique, chimie fine pharmaceutique), les acteurs français de la chimie cherchent aujourd'hui à investir de nouveaux marchés comme le recyclage chimique et la chimie bio-sourcée.

**Avant la crise, la France restait la première destination touristique mondiale.** Le nombre total de nuitées a augmenté de 1,3% en 2019 par rapport à 2018, à 441,9 millions (INSEE). L'économie touristique a généré 56,2 milliards d'euros de recettes, et représente 8% du PIB et 2 millions d'emplois directs et indirects. L'attractivité culturelle de notre capitale demeure très forte pour les touristes étrangers, mais aussi l'ensemble de nos territoires, entre mer et montagne. Paris est aussi la première destination des congrès internationaux. La hausse de fréquentation en 2018 (derniers chiffres disponibles sur ce comparatif) est particulièrement marquée chez la clientèle asiatique, en hausse de 7,4%. La clientèle européenne (79%) reste cependant de loin la première.

**L'excellence de la formation scientifique française est reconnue mondialement, mais nous subissons une importante « fuite des cerveaux », faute de pouvoir retenir nos chercheurs et nos ingénieurs.** L'excellence de la recherche française se remarque à la réputation de ses institutions universitaires mais aussi à celle de ses chercheurs. Depuis des décennies, les chercheurs français formés dans nos grandes écoles et universités sont reconnus dans le monde entier et récompensés pour leurs travaux. Avec 13 médailles Fields, la France est la deuxième nation au monde dans le domaine des mathématiques. Elle compte également 65 prix Nobel, dont l'emblématique Marie Curie. Cependant, la France subit de plein fouet depuis plusieurs années une « fuite des cerveaux », et serait le 2<sup>e</sup> pays dans le monde, juste après l'Inde, dont le solde entre les personnes qualifiées qui partent et celles qui reviennent est le plus négatif (d'après une étude de LinkedIn sur les flux migratoires de ses membres en 2015). En 2018, 1 diplômé des grandes écoles sur 8 avait fait le choix de s'expatrier (étude de la Conférence des grandes écoles), pour bénéficier de meilleures perspectives de carrière et de salaires plus élevés. Notre manque de compétitivité face aux entreprises étrangères et politiques publiques de soutien à la recherche entraine notre déclassement. A titre d'exemple, Stéphane Bancel, le PDG de la société de biotechnologie américaine *Moderna* qui a développé un vaccin anti-Covid, est français, diplômé en génie chimique et biomoléculaire de l'École centrale Paris.

# Résultats du questionnaire de la convention « Souveraineté économique »

1. Renforcer le contrôle des investissements étrangers dans nos secteurs stratégiques en créant un comité pour l'investissement étranger français, sur le modèle du Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS) ?

1	D'accord	97.9% / 2270 rép.
2	Pas d'accord	2.1% / 49 rép.
2. Donner la préférence aux entreprises françaises et européennes dans les commandes publiques, en augmentant les valeurs attribuées aux critères environnementaux et aux délais de livraison dans le code des marchés publics ?

1	D'accord	97.5% / 2263 rép.
2	Pas d'accord	2.5% / 58 rép.
3. Réviser le droit de la concurrence européen, et notamment le droit des concentrations, pour permettre l'émergence de champions européens ?

1	D'accord	94.0% / 2182 rép.
2	Pas d'accord	6.0% / 139 rép.
4. Lutter contre l'extraterritorialité du droit des puissances étrangères : en proposant de créer un bureau de contrôle européen des actifs étrangers, pour mieux accompagner nos entreprises et leur donner des armes juridiques face aux autorités américaines, et en obligeant les autorités publiques étrangères à passer par la coopération judiciaire internationale et le ministère de la Justice pour toute demande de renseignement d'ordre économique en vue d'une procédure judiciaire ou administrative ?

1	D'accord	96.1% / 2211 rép.
2	Pas d'accord	3.9% / 90 rép.
5. Soutenir la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (« taxe carbone aux frontières »), pour taxer les émissions de carbone rendues nécessaires pour la production et le transport des produits importés en Europe ?

1	D'accord	93.4% / 2167 rép.
2	Pas d'accord	6.6% / 154 rép.
6. Imposer un étiquetage de l'origine clair et harmonisé au niveau européen sur tous les produits alimentaires et réserver la mention « origine France » aux seuls produits dont la matière première a été produite en France et dont l'ensemble des transformations substantielles ont été réalisées sur le territoire français ?

1	D'accord	98.6% / 2280 rép.
2	Pas d'accord	1.4% / 32 rép.
7. Créer un fonds souverain français pour mobiliser l'épargne des Français avec un produit d'épargne attractif, et investir dans les secteurs stratégiques. Il englobera notamment la BPI et les participations de l'État aujourd'hui gérées par l'Agence de l'État, en mobilisant au total jusqu'à 300 milliards d'euros ?

1	D'accord	95.3% / 2211 rép.
2	Pas d'accord	4.7% / 110 rép.
8. Réorienter la recherche publique vers les secteurs industriels stratégiques : nous devons définir, à échéance quinquennale, quatre ou cinq grands secteurs stratégiques (défense, santé, transition énergétique, alimentation, industries de pointe...) ?

1	D'accord	97.3% / 2259 rép.
2	Pas d'accord	2.7% / 62 rép.
9. Créer un crédit d'impôt relocalisation (avec une exonération de l'impôt sur les sociétés durant trois ans pour les entreprises qui décident de réinstaller leur activité en France) et exiger le remboursement des aides publiques aux entreprises qui délocalisent ?

1	D'accord	95.2% / 2210 rép.
2	Pas d'accord	4.8% / 111 rép.

**10. Sanctuariser le crédit d'impôt recherche (CIR) et en simplifier l'accès pour les petites entreprises (en l'élargissant à la phase de développement, souvent la plus onéreuse, actuellement pas éligible) ?**



**11. Baisser de 25 milliards d'euros les charges patronales pesant sur l'ensemble des salaires ?**



**12. Supprimer les impôts de production à condition de garantir aux collectivités territoriales des recettes dynamiques à travers une réforme préalable de la fiscalité locale ?**



**13. Permettre aux entreprises de fixer elles-mêmes, par un référendum interne, le temps de travail qu'elles appliqueront ?**



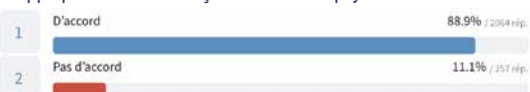
**14. Simplifier drastiquement le Code du travail pour le rendre lisible et donner plus de souplesse aux entreprises (le ramener à 100 pages) ?**



**15. Exonérer entièrement de droits de succession la transmission d'une entreprise familiale, en portant l'abattement du « pacte Dutreil » de 75% à 100% de la valeur des titres ou de la valeur de l'entreprise ?**



**16. S'imposer un principe simple : aucune norme nationale ne doit être supérieure à la norme européenne et la législation européenne doit s'appliquer de la même façon dans tous les pays membres ?**



**17. Mettre fin à la multiplication des recours abusifs contre les projets de développement du territoire, avec des pénalités à verser à la commune concernée pour perte de chance économique ?**



**18. Remplacer le « principe de précaution » par le « principe d'innovation responsable » dans la Constitution ?**





# NOS PROPOSITIONS



# PROTÉGER NOS SECTEURS STRATÉGIQUES CONTRE LES MENACES ÉTRANGÈRES

**Renforcer le contrôle des investissements étrangers dans nos secteurs stratégiques :** toutes les entreprises considérées comme stratégiques devront être protégées par un strict contrôle des investissements étrangers (dont le Parlement devra vérifier l'effectivité). Nous proposons de créer un comité pour l'investissement étranger français, sur le modèle du *Committee on Foreign Investment in the United States* (CFIUS). Le CFIUS est une structure interministérielle chargée d'examiner tout projet de fusion, d'acquisition ou de reprise pouvant mener au contrôle d'une entreprise américaine par une entité étrangère, dans le but d'en évaluer l'impact sur la sécurité nationale. Le dispositif repose sur un mécanisme d'autorisation préalable. Le CFIUS peut s'autosaisir d'une opération, à tout stade du processus, y compris pour exiger la possibilité d'une réciprocité sur la prise de contrôle des entreprises nationales auprès d'un investisseur étranger. Il faut aussi favoriser et préserver l'actionnariat européen des entreprises européennes.

**Soutenir la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (« taxe carbone aux frontières »),** qui a été adopté par le Parlement européen le 10 mars 2021 sous forme de résolution. L'objectif est de taxer les émissions de carbone rendues nécessaires pour la production et le transport des produits importés en Europe. L'Union européenne a constitué un marché carbone, qui attribue des quotas d'émissions de carbone aux entreprises. En cas de dépassement de ces quotas, elles devront payer un surcoût, défini par le marché. Cette solution, privilégiée

dans la résolution du Parlement européen, permettra de garantir une juste concurrence avec les entreprises européennes. Cette taxe permettra également de lutter contre la concurrence déloyale et de renforcer la compétitivité de nos entreprises, en protégeant ainsi nos emplois. La Commission européenne présentera une proposition législative au mois de juin 2021, pour une possible entrée en vigueur en 2023.

**Donner la préférence aux entreprises françaises et européennes dans les commandes publiques en augmentant les valeurs attribuées aux critères environnementaux et aux délais de livraison dans le code des marchés publics.** L'objectif est de pouvoir plus facilement attribuer des marchés aux entreprises françaises et européennes.

**Réviser le droit de la concurrence européen, et notamment le droit des concentrations, pour permettre l'émergence de champions européens :** il ne faut plus traiter sur un pied d'égalité les entreprises européennes soumises à l'interdiction des aides d'État et les entreprises non européennes qui n'ont pas à respecter ces règles. La Commission européenne doit favoriser les entreprises européennes : la constitution de champions européens doit être une priorité, au moyen d'une politique industrielle ambitieuse, quitte à limiter la concurrence au sein de l'Union européenne. Il n'est pas acceptable que les autorités de la concurrence ne fassent aucune différence entre une entreprise européenne et une entreprise chinoise. La préférence européenne est par exemple primordiale pour soutenir massivement les projets numériques, comme le satellite de nouvelle génération *Galileo*, ou le cloud souverain européen *Gaia-X*.

**Imposer la réciprocité dans l'ouverture des marchés publics :** tant qu'un pays étranger comme la Chine refusera d'ouvrir ses marchés publics aux entreprises européennes, il faudra fermer les nôtres à ses entreprises. Le taux d'ouverture des marchés publics de l'Union européenne aux entreprises étrangères avoisine 95%, contre 32% pour les États-Unis, 28% pour le Japon, 16% pour le Canada et 0% pour la Chine ou la Russie.

**Lutter contre l'extraterritorialité du droit des puissances étrangères**, en adoptant un panel de mesures pour donner les armes juridiques à nos entreprises pour se défendre contre des situations de guerre économique :

- **Mettre en place un bureau de contrôle européen des actifs étrangers**, pour mieux accompagner les entreprises dans leurs démarches avec les autorités américaines, sur le modèle de l'*Office of foreign assets control* (OFAC) américain. Cet organisme de contrôle financier, dépendant du Département du Trésor des États-Unis, est chargé de l'application des sanctions internationales américaines dans le domaine financier. L'OFAC emploie environ 200 personnes avec un budget de plus de 30 millions de dollars. En comparaison, en France, les sanctions sont suivies par cinq personnes à la direction générale du Trésor. Au niveau européen, nous comptons vingt-huit régimes, avec plusieurs autorités compétentes au sein de chaque État membre. Il est impératif de mieux se coordonner pour avoir plus de poids face aux autorités américaines et un moyen de recours pour les entreprises européennes.
- **Moderniser et durcir les sanctions de la loi de blocage française de 1968 pour le transfert à des juridictions étrangères d'informations relevant du secret des affaires**, à l'encontre non seulement des entreprises concernées mais aussi des hébergeurs de données. Nous voulons obliger les autorités publiques étrangères à passer par les voies de la coopération judiciaire internationale et par les services du ministère de la Justice pour toute demande de renseignement d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique en vue d'une procédure judiciaire ou administrative. L'objectif est de pouvoir ensuite filtrer les demandes qui seront faites. Aujourd'hui, la loi de blocage de 1968 interdit à toute personne physique ou morale *« de demander, de rechercher ou de communiquer, par écrit, oralement ou sous toute autre forme, des documents ou renseignements d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique tendant à la constitution de preuves en vue de procédures judiciaires ou administratives étrangères ou dans le cadre de celles-ci »*. Cette interdiction, assortie d'une sanction pénale de 6 mois d'emprisonnement et 18 000 euros d'amende

(portée à 90 000 euros pour une personne morale), est conçue pour protéger les sociétés françaises des mesures extraterritoriales. Elle reste malheureusement très peu utilisée en France (une seule sanction a été prononcée, en 2007, à l'encontre d'un avocat français) et écartée par la Cour Suprême américaine, en 1987, au motif, précisément, qu'elle était peu appliquée.

- **Réviser le Règlement européen de blocage de 1996, en prévoyant des dispositions interdisant la délivrance par les huissiers et professions de justice d'assignations de la justice américaine en lien avec les réglementations extraterritoriales.** Ce Règlement vise à s'opposer juridiquement aux prétentions extraterritoriales d'autres juridictions, en prévoyant notamment l'interdiction pour les citoyens et entreprises communautaires de se « *conformer (...) aux prescriptions ou interdictions, y compris les sommations de juridictions étrangères, fondées directement ou indirectement sur les lois étrangères* », et propose un droit à indemnisation des citoyens et entreprises communautaires lésés en application des lois américaines extraterritoriales. Nous proposons aujourd'hui de le moderniser et de renforcer la protection de nos entreprises européennes.
- **Renforcer la protection de la confidentialité des avis juridiques en entreprise en créant un statut d'avocat en entreprise,** qui permettra aux entreprises françaises d'avoir le même niveau de protection que celui dont bénéficient leurs principaux concurrents américains. L'objectif est de permettre aux juristes d'entreprise de bénéficier de la protection de la confidentialité des avis juridiques en entreprise, ce qui n'est actuellement pas le cas en France. Aujourd'hui, la réflexion juridique interne à l'entreprise n'est pas protégée dans notre pays, et peut servir de base à une incrimination pénale future ainsi qu'à une exploitation par son adversaire dans un procès civil. La France est l'un des derniers pays au monde à ne pas protéger la confidentialité des avis et consultations juridiques des entreprises.



**Imposer un étiquetage de l'origine clair et harmonisé au niveau européen sur tous les produits alimentaires et réserver la mention « origine France » aux seuls produits dont la matière première brute a été produite en France** et dont l'ensemble des transformations substantielles ont été réalisées sur le territoire français. L'étiquetage de l'origine du lait et des viandes est obligatoire en France ainsi que dans sept autres pays membres de l'UE, dans le cadre d'une expérimentation. Nous proposons de pérenniser cette expérimentation et de l'élargir à l'ensemble des produits alimentaires et pays de l'Union européenne. Par ailleurs la fraude à l'origine est devenue une pratique courante. Il est nécessaire d'encadrer plus fermement l'usage des mentions « made in France », « produit français » ou « fabriqué en France » tant pour les produits alimentaires - pour lesquels l'indication de l'origine géographique est obligatoire - que non alimentaires.

**Développer notre souveraineté numérique européenne avec un projet de cloud 100% européen, et un renforcement du statut juridique des données.** Nos données doivent être protégées, à commencer par les plus sensibles : celles de l'Etat, de nos administrations, et de nos entreprises. Elles doivent pouvoir être stockées en lieu sûr, hors de portée des serveurs étrangers, dans un cloud public 100 % européen. Les données européennes doivent être considérées comme un bien commun, régies par nos lois, localisées sur notre territoire, chiffrées par nos protocoles, transitant par des télécommunications sous nos lois, alimentant des algorithmes assujettis à nos règles et disposant de protections internationales, garanties par nos chiffrements souverains. Aujourd'hui, le *Cloud Act* permet aux agences de renseignement américaines d'obtenir toutes les informations stockées sur les serveurs des opérateurs télécoms et de cloud américains. Le cloud ne doit plus être « l'ordinateur d'un autre pays », souvent américain, alors que nous y stockons notre mémoire, notre propriété intellectuelle et notre activité économique. Une coupure de trafic, à ce niveau de dépendance, représenterait une interruption de notre Nation. En Chine, une entreprise étrangère s'installant dans le pays pour y faire du commerce doit obligatoirement stocker ses données sur le territoire, ou se verra interdire la distribution de ses produits. Nous devons utiliser les textes actuellement en discussion du *Digital service act* et du *Digital market act* pour renforcer cette protection.

**Doubler le budget de la cybersécurité en France**, pour arriver à 250 millions d'euros par an investis dans l'accélération de nos capacités nationales de cyberdéfense. La cybersécurité est l'enjeu de tous : un attaquant peut pénétrer dans les systèmes d'information des grandes structures en passant par les plus petits fournisseurs. Dans son plan de relance, le gouvernement a prévu 136 millions d'euros pour financer l'accélération en cybersécurité, ce qui ne représente même pas la moitié du budget du *National Cyber Security Centre* britannique (250 millions de livres par an).

Nous proposons de doubler ce budget, en rythme annuel, en profitant des économies de notre plan de numérisation des services publics afin de :

- **Renforcer les partenariats entre la recherche privée et la recherche militaire pour développer une filière industrielle française en cybersécurité**, et permettre à la société civile de s'emparer des innovations militaires dans ce secteur. Dans nombre de technologies clés, l'excellence scientifique française est reconnue grâce au niveau de formation de ses mathématiciens et ingénieurs et à la qualité de ses organismes de recherche. Mais la constitution d'une industrie française de logiciels de cybersécurité tarde à venir, ce qui pose un problème pour l'autonomie de notre cyberdéfense et renchérit les coûts. Un exemple national souvent cité est celui d'Israël, qui a réussi à devenir une usine de start-ups cyber, en réutilisant les systèmes développés dans les laboratoires de l'armée pour les réinjecter dans la société civile. En Grande-Bretagne, le gouvernement a lancé une plateforme numérique de partage d'informations en temps réel entre les secteurs privé et public et a mis en place auprès d'eux un *National Cyber Security Centre*, interface entre le Gouvernement et l'industrie qui centralise l'ensemble des activités et des informations relatives à la cyberdéfense.
- **Renforcer les moyens de l'Autorité nationale en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information (ANSSI) et des services enquêteurs spécialisés dans la lutte contre la cybercriminalité**. L'ensemble des procédures relatives à la pédopornographie en ligne (plus de 25000 signalements de contenus pédopornographiques en 2019) ne sont traitées que par 13 enquêteurs en France, appartenant à l'office central de répression des violences aux personnes.



➤ **Créer un parcours de formation pour devenir cybercombattant**, en contrepartie d'un engagement dans la réserve de cyberdéfense pour un nombre minimum d'années. La France continue aujourd'hui à manquer d'experts en cybersécurité, et 80 % des entreprises françaises ont notamment des difficultés à recruter des cyberspécialistes (ANSSI, 2020). Lancée en mai 2016, la réserve de cyberdéfense se compose d'un réseau de volontaires organisé en unités militaires réparti en cellules régionales, encadrée par des réservistes des forces armées et par du personnel de l'Etat. Les cybercombattants seront notamment formés à la lutte contre la propagande digitale, sur le modèle de la 77<sup>e</sup> brigade de l'armée britannique qui compte 2000 combattants mobilisés pour répondre à la communication sur les réseaux sociaux d'organisations terroristes comme l'État islamique ou Boko Haram, pour gagner la guerre de l'information.



# RÉARMER NOTRE ÉCONOMIE

**Créer un fonds souverain français pour mobiliser l'épargne des Français** : nous proposons de créer un fonds souverain français pour mobiliser l'épargne privée et investir dans les secteurs stratégiques. L'épargne des Français est considérable mais ne profite pas assez aux investissements stratégiques et aux entreprises françaises : 39% de l'ensemble des actions cotées françaises sont détenues par des non-résidents. Ce nouveau fonds souverain, établissement public ad hoc qui englobera notamment la BPI et les participations de l'État aujourd'hui gérées par l'Agence de l'État (représentant aujourd'hui environ 100 milliards d'euros) mobilisera l'épargne privée par un produit d'épargne attractif (en mobilisant ainsi au total jusqu'à 300 milliards d'euros). Il s'agit aussi de relocaliser l'actionnariat de nos entreprises et de faire en sorte que la valeur ajoutée produite par les entreprises françaises bénéficie en priorité aux épargnants français.

**Réorienter la recherche publique vers les secteurs industriels stratégiques** : nous devons définir, à échéance quinquennale, quatre ou cinq grands secteurs stratégiques (défense, santé, transition énergétique, alimentation, industries de pointe...). La recherche publique devra être réorientée vers ces secteurs, en lien étroit avec notre tissu industriel. Au titre de l'année 2021, les dépenses dédiées à la recherche en sciences et technologies pluridisciplinaires représentent 25% du budget dédié à la recherche et à l'enseignement supérieur, les dépenses en matière de recherche en énergie et développement durable représentent 7%, la recherche dans le domaine de l'économie industrielle n'en représente que 2,7% et la recherche dans le domaine agricole seulement 1,3%.

Nous proposons notamment de **développer la recherche et l'innovation en agriculture de manière à répondre à la demande alimentaire et produire plus et mieux, en respectant l'environnement**. Nous proposons de distinguer les nouvelles techniques d'amélioration des plantes (NBT, new breeding technologies) des OGM et de prévoir un cadre juridique européen spécifique et simplifié pour faciliter leur développement. Par ailleurs il est plus que nécessaire d'augmenter le budget consacré à la recherche publique et à l'innovation en agriculture, notamment en réorientant les financements et les missions de l'INRAE sur la recherche agronomique et variétale. Au titre de l'année 2021, les dépenses dédiées à la recherche dans le domaine agricole ne représentent que 1,3 % du budget dédié à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. Par ailleurs le programme 775 « Développement et transfert en agriculture » et le programme 776 « Recherche appliquée et innovation en agriculture » ont été réduits de 10 millions d'euros entre 2019 et 2021. Il est nécessaire d'augmenter le budget consacré à la recherche publique et à l'innovation en agriculture, notamment en réorientant les financements et les missions de l'INRAE sur la recherche agronomique et variétale.

**Créer un crédit d'impôt relocalisation et exiger le remboursement des aides publiques aux entreprises qui délocalisent.** Nous proposons de créer un crédit d'impôts relocalisation avec une exonération de l'impôt sur les sociétés durant trois ans pour les entreprises qui décident de réinstaller leur activité en France. Les collectivités territoriales doivent avoir un rôle clef pour définir des stratégies locales de réindustrialisation et de relocalisation (notamment par les pôles de compétitivité et les territoires d'industrie). En contrepartie, il faut exiger le remboursement des aides publiques en cas de délocalisation d'une entreprise, en modifiant le code général des impôts. Les entreprises qui décident de délocaliser leur production devront rembourser automatiquement les aides qu'elles se sont vues attribuer par l'État ou les collectivités territoriales pour développer leur activité. L'usine de *Bridgestone* à Béthune, qui menace aujourd'hui de fermer, a par exemple bénéficié de 620 000 euros d'aides régionales depuis 2008.

**Sanctuariser le crédit d'impôt recherche (CIR) et en simplifier l'accès pour les petites entreprises :** actuellement, l'accès au CIR est réservé aux phases de recherche, développement et conceptualisation du produit. Afin de simplifier son accès pour les petites entreprises, il peut être envisagé d'élargir la mesure aux trois phases de vie d'un produit : la recherche, le développement et la conceptualisation. En effet, la phase de développement, souvent la plus onéreuse qui passe par la fabrication de prototype fonctionnel, ou de lignes de production n'est actuellement pas éligible au CIR. De même, il apparaît indispensable que la phase de marketing, vente, communication et mise en place des produits fabriqués et stockés puisse également faire l'objet d'un soutien.





# LIBÉRER NOS ENTREPRISES

**Baisser de 25 milliards d'euros les charges patronales pesant sur l'ensemble des salaires :** il est impératif d'engager une baisse massive des charges sociales à tous les niveaux de salaires, financée par un plan de réduction de la dépense publique. Le ciblage des baisses de charges sur les seuls bas salaires n'est pas efficace, notamment parce qu'il bénéficie moins directement à l'industrie (le salaire moyen y étant plus élevé que dans les services). Il faut donc baisser les charges patronales sur tous les niveaux de salaires

**Supprimer les impôts de production à condition de garantir aux collectivités territoriales des recettes dynamiques à travers une réforme préalable de la fiscalité locale** (alors que le gouvernement se contente aujourd'hui d'évoquer une simple compensation). D'après un rapport du ministère de l'Economie d'avril 2018, nos impôts de production sont six fois supérieurs à ceux de l'Allemagne (3,6% du PIB contre 0,5%) et deux fois supérieurs à la moyenne de la zone euro (1,6%). C'est un handicap massif pour la France, qui plombe notre production industrielle en agissant comme un impôt sur les exportations et une subvention aux importations. Ces multiples prélèvements frappent les entreprises avant même qu'elles n'aient encaissé le premier euro de bénéfice (comme le forfait social, la cotisation foncière, la cotisation sur la valeur ajoutée, le versement transport...). Cependant, la diminution des impôts de production annoncée en 2020 par le gouvernement (pour 10 milliards d'euros) entrainera un affaiblisse-



ment des marges de manœuvres des collectivités territoriales, et un nouvel acte de recentralisation, avec une perte de 3,3 milliards d'euros de recettes redistribuées aux communes. Une véritable réforme de la fiscalité locale est nécessaire avant la suppression de cette ressource fiscale pour les collectivités.

**Permettre aux entreprises de fixer elles-mêmes, par un référendum interne, le temps de travail qu'elles appliqueront.** Les entreprises pourront s'adapter à l'évolution de leur carnet de commande et décider de modifier la durée hebdomadaire de travail de 35 heures jusqu'à 40 heures hebdomadaires. Cette modification sera décidée avec les salariés, par un simple référendum d'entreprise. L'Accord de performance collective (APC) permet aujourd'hui de déroger à la durée légale de travail hebdomadaire. Mais les conditions pour adopter un tel accord sont si strictes qu'elles en rendent l'application presque impossible : seulement quelque 300 accords ont été conclus en deux ans. En effet pour conclure un Accord de performance collective (dans les entreprises où il y a au moins un délégué syndical), il faut obtenir l'accord des organisations syndicales représentatives ayant recueilli plus de 50% des suffrages exprimés lors des dernières élections professionnelles ou 30% et être validés par référendum d'entreprise, ce qui explique le faible nombre de dérogations à la durée légale de travail.

**Simplifier drastiquement le Code du travail pour le rendre lisible et donner plus de souplesse aux entreprises.** L'objectif doit être de le ramener à quelque 100 pages. Comme le recommandait le rapport de Robert Badinter, il ne devra contenir que les règles de base qui permettent d'encadrer l'organisation générale des relations de travail, à savoir les droits et les devoirs des employeurs et des salariés et les grands principes inhérents à la santé au travail. Le reste des dispositions, adaptables à chacune des entreprises, doit être renvoyé à la négociation.

**Exonérer entièrement de droits de succession la transmission d'une entreprise familiale,** en portant l'abattement du « pacte Dutreil » de 75% à 100% de la valeur des titres ou de la valeur de l'entreprise. Selon l'Institut Montaigne, le taux de transmissions intrafamiliales est seulement de 17% en France, contre 56% en Allemagne, 69% en Italie, et 90% en Suède. D'après une étude du Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire (METI), la fis-

calité française de la transmission est confiscatoire au regard de nos voisins européens. L'objectif de cette mesure est donc d'éviter que les héritiers d'un chef d'entreprise ne soient obligés, lors de son décès, de vendre tout ou partie de l'entreprise pour payer les droits de succession. Nous voulons assurer la pérennité du tissu économique français.

**S'imposer un principe simple : aucune norme nationale ne doit être supérieure à la norme européenne et la législation européenne doit s'appliquer de la même façon dans tous les pays membres,** afin de ne pas créer de distorsions de concurrence. Nous voulons interdire la surtransposition des normes européennes en France qui occasionne trop de charges supplémentaires pour nos entreprises, et demander un moratoire sur les normes européennes.

**Interdire l'importation en Europe de produits ne respectant pas les normes sanitaires et environnementales européennes et exclure les produits agricoles sensibles de la négociation d'un accord bilatéral.** Trente-sept accords de libre-échange sont actuellement en cours de négociation. Afin de respecter la demande croissante des citoyens européens pour une alimentation sûre, saine et durable et ne pas mettre en péril les filières françaises particulièrement affectées par la concurrence déloyale de pays extra-européens, il faut imposer la réciprocité dans la politique commerciale de l'UE. Nous rappelons à ce sujet notre opposition à la ratification du CETA - si une clause d'exclusion de la viande bovine n'est pas intégrée - et des accords avec le Mercosur, le Mexique et aux négociations actuelles avec la Nouvelle Zélande et l'Australie.

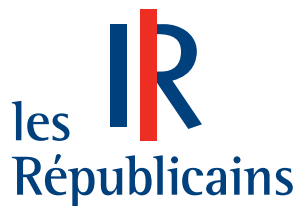
**Mettre fin à la multiplication des recours abusifs contre les projets de développement du territoire.** Nous mettrons en place des amendes pour recours abusif contre des projets de développement économique, avec des pénalités à verser à la commune concernée pour perte de chance économique. Les territoires ruraux sont notamment durement impactés par la surenchère de normes et de règles foncières qui s'imposent face à leurs projets d'avenir. C'est par exemple le cas concernant la création d'une nouvelle zone d'activité, où il faut souvent plus de trois années complètes pour réaliser de multiples études d'impact, ce délai étant généralement lui-même rallongé par les multiples recours déposés contre le projet, souvent sans fondement.

**Remplacer le « principe de précaution » par le « principe d'innovation responsable » dans la Constitution.** Le principe de précaution ne doit plus être interprété comme un frein à l'innovation. Son application aujourd'hui empêche souvent de soutenir l'innovation, renforcer notre compétitivité ou restaurer la confiance dans le progrès. En se fondant sur ce principe, un grand nombre de réglementations, parfois lourdes, voire contestables, ont été prises dans différents secteurs, comme dans le secteur agricole ou industriel. Le principe de précaution peut aussi être parfois un principe d'inaction, d'interdiction et d'immobilisme. Loin d'être antinomiques, les principes d'« innovation » et de « responsabilité » sont complémentaires, et permettent d'atteindre le même objectif : un développement économique efficace, réfléchi et pondéré face aux grands risques environnementaux.

Contacts :

Presse : [servicedepresse@republicains.fr](mailto:servicedepresse@republicains.fr) - 01.40.76.60.44

Etudes : [forums@republicains.fr](mailto:forums@republicains.fr) - 01.40.76.62.75



Retrouvez toute notre actualité sur  
[www.republicains.fr](http://www.republicains.fr)